• (1110)

[Traduction]

LE TIMOR ORIENTAL

M. Peter Milliken (Kingston et les Îles): Madame la Présidente, depuis le 7 mars M. Bill Ripley, membre de l'organisme Action for Social Change à Kingston fait la grève de la faim pour protester contre l'attitude du Canada qui s'est fait complice des mesures de génocide appliquées par l'Indonésie au Timor oriental. Il en est maintenant à son 17^e jour de jeûne, qu'il ne cessera que lorsque le gouvernement canadien aura satisfait aux exigences de cet organisme.

Action for Social Change demande que le gouvernement canadien condamne les crimes contre l'humanité commis par l'Indonésie au Timor oriental, et réclame pour ce dernier pays le droit à l'autodétermination. Depuis 1975, la guerre et la famine ont tué plus de 200 000 personnes au Timor oriental. Membre de la Commission des Nations Unies pour les droits de l'homme, le Canada a manqué à son devoir en ne portant pas plainte au nom de la population du Timor oriental.

J'invite aujourd'hui le gouvernement à faire pression auprès du gouvernement indonésien pour qu'il recherche une solution équitable à cette situation. Il importe de dénoncer, de condamner et de faire cesser immédiatement les malheurs infligés à cette population: il faut que le gouvernement canadien fasse preuve d'initiative sur ce plan.

LE SALVADOR

Mme Lynn Hunter (Saanich—les Îles-du-Golfe): Madame la Présidente, demain est le 10^e anniversaire de l'assassinat de l'archevêque Oscar Romero du Salvador. À cette occasion, les Canadiens célébreront des services commémoratifs dans tout le Canada.

Le martyre de l'archevêque Romero est devenu un symbole pour tous ceux qui luttent avec courage pour la paix et la justice en Amérique centrale.

Mgr. Romero comprenait que la vraie paix en Amérique centrale ne pouvait venir que du peuple. Il était partisan de la théologie de la libération et il voulait donner le pouvoir aux démunis. Il est mort en essayant d'assurer la justice pour tous.

Depuis son assassinat, presque rien n'a été fait pour découvrir et punir les coupables. Au contraire, la répression de l'Église et les assassinats du personnel des organisations humanitaires se sont poursuivis comme d'habitude. Après l'assassinat brutal de six jésuites à l'Université

Article 31 du Règlement

de l'Amérique centrale, une enquête a été amorcée, mais elle piétine et les personnes impliquées dans cette affaire ont reçu de l'avancement ou ont été envoyées à l'étranger.

À l'occasion de l'anniversaire de ce tragique événement, nous sommes encouragés d'apprendre que le FMLN et le gouvernement de l'ARENA ont accepté de reprendre les négociations. À la mémoire d'Oscar Romero et pour le bien de tous les Salvadoriens, nous prions avec espoir pour que ces pourparlers amènent la paix au Salvador.

LA PETITE ENTREPRISE

M. Bill Casey (Cumberland—Colchester): Madame la Présidente, j'aimerais attirer l'attention de la Chambre sur un projet mis en oeuvre dans ma circonscription dans le cadre du programme Développement des collectivités. Pour la troisième fois en un an, l'Association pour le développement de Cumberland joue un rôle essentiel dans l'organisation de la journée de la promotion des petites entreprises, à laquelle participent des organismes de tous les paliers de gouvernement comme la Banque fédérale de développement, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, le ministère des Petites entreprises de la Nouvelle-Écosse, les responsables du développement d'Amherst, Springhill, Oxford et Parrsboro, la Fondation de recherches de la Nouvelle-Écosse, le Centre d'emploi du Canada ainsi que des banques, des comptables, des experts-conseils et des gens d'affaires influents.

Les ateliers organisés ont pour but d'aider et d'encourager ceux qui veulent se lancer en affaires. Ils ont beaucoup de succès et je tiens à féliciter tous ceux qui ont participé à cette heureuse initiative.

L'UNIVERSITÉ DU MANITOBA

M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre): Madame la Présidente, je voudrais porter à l'attention de la Chambre et des Canadiens que l'Université du Manitoba a annoncé la tenue de sa troisième conférence annuelle sur le terrorisme et la sécurité.

Cette conférence s'intitule «Le terrorisme islamique dans les années 1990 et la menace pour l'Amérique du Nord.» Inutile de dire, que ce titre est terriblement offensant pour les plus de 160 000 musulmans du pays. Manifestement, dans le cadre de tout examen sérieux du terrorisme, on devrait consacrer un certain temps aux définitions. Or, mise à part la séance intitulée «Les liens entre la politique interne de l'Iran et la révolution exter-